

Veille internationale sur la culture et le commerce numérique

PLATEFORMES NUMÉRIQUES, ENJEUX DE RÉGLEMENTATION ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

**Par Dr. Antonios Vlassis (Center for International Relations Studies-CEFIR,
Université de Liège)**

Rapport d'analyse, décembre 2025

Le rapport de décembre débute par Netflix, qui a accepté d'acquérir les actifs de studio et de diffusion en continu de Warner Bros. Discovery, tels que HBO Max, pour 72 milliards USD, hors chaînes câblées. Cependant, quelques jours plus tard, Paramount Skydance a lancé une offre hostile de 30 USD par action incluant les réseaux de télévision, soutenue par Larry Ellison, RedBird Capital, des fonds du Moyen-Orient et Affinity Partners de Jared Kushner. Les deux offres font face à un examen réglementaire, antitrust et social, avec des impacts économiques et idéologiques potentiels. Par ailleurs, le rapport souligne qu'en Allemagne les services de streaming et les diffuseurs se sont engagés à investir 15 milliards d'euros sur cinq ans dans les contenus locaux, évitant ainsi des quotas d'investissement obligatoires, tandis que l'Australie a introduit une législation exigeant que les plateformes mondiales réinvestissent 10% de leurs revenus locaux. En outre, le Brésil débat d'une régulation du streaming incluant des quotas de contenus locaux et une taxe sur les plateformes numériques dans le secteur audiovisuel. De plus, le rapport souligne que la musique générée par l'intelligence artificielle (IA) submerge les services de streaming, Deezer indiquant que 28% des mises en ligne sont créées par l'IA, et Spotify ayant retiré 75 millions de titres suspectés d'être produits par l'IA. Enfin, le rapport fait état de récents plans d'affaires et d'activités économiques des plateformes numériques, en se concentrant sur Netflix, Disney+, RTL Deutschland, Amazon et HBO Max.



Réglementations, commerce numérique et culture

Warner Bros entre Paramount et Netflix: considérations économiques et idéologiques

Début décembre, [Netflix](#) a accepté d'acquérir une part substantielle des actifs de studio et de streaming de Warner Bros. Discovery pour 27,75 dollars par action – soit 83 milliards USD au total. L'accord n'inclut pas les chaînes câblées détenues par Warner, telles que CNN et TNT, mais il inclut la plateforme de vidéo à la demande (VoD) HBO Max. L'offre ouvre la voie à ce qui peut devenir une bataille publique et controversée pour Warner Bros., un processus qui a déjà impliqué des appels au président des États-Unis, Donald Trump, qui a indiqué vouloir jouer un rôle dans toute éventuelle fusion. Le conseil d'administration de Warner Bros. Discovery a approuvé l'accord avec Netflix. Cependant, quelques jours plus tard, Paramount Skydance a annoncé qu'il lançait une offre hostile pour acquérir Warner Bros. Discovery. La société a déclaré qu'elle proposerait 30 USD par action (108 milliards USD au total) pour l'intégralité de Warner Bros. Discovery, incluant les activités télévisuelles avec CNN, TBS, TNT et d'autres réseaux. Selon [Variety](#), l'offre est soutenue « par 40,7 milliards USD de capitaux provenant du cofondateur d'Oracle Larry Ellison, père du PDG [David Ellison](#), et de RedBird Capital Partners – qui avaient tous deux auparavant financé l'acquisition à huit milliards USD de Paramount Global par Skydance Media – par des fonds souverains d'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Abou Dhabi, ainsi qu'Affinity Partners », la société d'investissement fondée par Jared Kushner, gendre de Donald Trump.

« Notre proposition dépasse Netflix sur tous les fronts », a déclaré le PDG de Paramount Skydance, David Ellison, lors d'un appel avec des analystes et investisseurs. Paramount, dirigée par David Ellison et soutenue par son père, le milliardaire et cofondateur d'Oracle, Larry Ellison, est la seule entreprise à tenter d'acquérir l'ensemble de Warner Bros. Discovery, incluant CNN. Par ailleurs, le [Wall Street Journal](#) a rapporté que David Ellison avait récemment assuré à des responsables de l'administration Trump que, s'il parvenait à racheter Warner, il mettrait en œuvre des changements radicaux à CNN. De plus, l'offre de Netflix a déjà fait l'objet de vives critiques de la part de parlementaires des deux partis aux États-Unis et de syndicats hollywoodiens qui craignent qu'elle ne conduise à des suppressions d'emplois et à une hausse des prix pour les consommateurs. Les analystes, toutefois, soulignent que l'offre de [Paramount](#) comporte ses propres risques, notamment l'endettement supplémentaire nécessaire pour finaliser l'opération. L'acquisition entraînerait également probablement un examen antitrust, puisque les deux offres fusionneraient deux grands opérateurs du secteur audiovisuel (Paramount/Warner ou Netflix/HBO Max).


Allemagne: investissement volontaire des streamers

Selon [ScreenDaily](#), « les services internationaux et locaux de streaming et de VoD en Allemagne se sont engagés à investir au total 15 milliards d'euros dans des productions allemandes au cours des cinq prochaines années ». Cet engagement volontaire fait suite à des négociations de haut niveau menées par [Wolfram Weimer](#), ministre fédéral de la Culture et des Médias (BKM), avec des dirigeants des plateformes américaines ainsi que des représentants des diffuseurs publics et privés allemands. Il constitue l'alternative à une législation contraignante qui aurait imposé des quotas d'investissement obligatoires. Dans le cadre de l'accord, les services de streaming internationaux investiront 1,83 milliard d'euros au total – environ 366 millions d'euros par an – entre 2026 et 2030. Les diffuseurs publics ARD, ZDF et Degeto Film, la filiale de production et de gestion de droits de l'ARD, contribueront à hauteur de 6,5 milliards d'euros, tandis que les réseaux privés ProSiebenSat.1 et RTL Deutschland investiront conjointement sept milliards d'euros dans les contenus allemands sur cette période de cinq ans. Toutefois, la perspective d'un engagement volontaire a été mal accueillie par l'association des producteurs allemands, la [Produktionsallianz](#), qui plaide depuis longtemps pour une législation imposant une obligation d'investissement.

Des quotas de diffusion en continu en Australie

Fin novembre, une législation exigeant que des plateformes telles que [Netflix](#), The Walt Disney Company et [HBO Max](#) réinvestissent une part de leurs revenus australiens dans des contenus originaux locaux a été adoptée par le parlement et est désormais en vigueur. Annoncés au début du mois, les nouveaux quotas obligent les services mondiaux de streaming comptant plus d'un million d'abonnés en Australie à consacrer 10% de leur total de dépenses australiennes – ou 7,5% de leurs revenus australiens – à des créations locales, incluant fictions, programmes pour enfants, documentaires et contenus artistiques ou éducatifs. « Nous avons des exigences en matière de contenu australien pour la télévision hertzienne et payante, mais jusqu'à présent, rien ne garantissait que nous verrions nos propres histoires sur les services de streaming », a déclaré le ministre des Arts, Tony Burke. « Les services de streaming créent des programmes extraordinaires, et cette législation garantit que les voix australiennes sont mises en avant. Désormais, quel que soit la télécommande que vous tenez, les histoires australiennes seront à portée de main ».


Début décembre, un nouveau rapport de la [Communications and Media Authority](#) de l'Australie a indiqué que les principales plateformes de streaming avaient investi au total près de 1,1 milliard AUD (719 millions USD) dans des programmes australiens ou liés à l'Australie durant l'exercice 2024-2025 – le niveau le plus élevé depuis le début des rapports volontaires en 2020.



Paul Muller, président de la coalition Streaming for Australia, a déclaré que ces chiffres montrent que la nouvelle législation est inutile. « Contrairement aux affirmations trompeuses selon lesquelles les services SVOD auraient réduit leurs investissements dans l'industrie audiovisuelle australienne, les données de l'ACMA montrent clairement que les plateformes de VOD investissent déjà à un niveau supérieur à celui des diffuseurs locaux », a expliqué Muller. « Cela démontre encore davantage que la législation adoptée la semaine dernière répond à un problème qui n'existe tout simplement pas ».

Discussions au Brésil autour de la réglementation des plateformes

Début novembre, au Brésil, les débats sur la réglementation du streaming sont revenus au premier plan. Une nouvelle version du projet de loi [8889/2017](#) a été inscrite à l'ordre du jour de la Chambre des députés pour vote. Le texte révisé marque une nouvelle étape dans le long et complexe débat sur la régulation des services de VoD dans le pays. Pour encourager la production audiovisuelle locale, le projet de loi introduit des quotas pour les titres brésiliens dans les catalogues des plateformes de streaming, exigeant que jusqu'à 10% du contenu disponible soit national. Les plateformes seront exemptées si elles proposent au moins 700 titres brésiliens. Le projet de loi impose également que les productions brésiliennes bénéficient d'une mise en valeur sur les pages d'accueil, dans les résultats de recherche et dans les systèmes de recommandation. De plus, les plateformes de streaming devront désormais payer la Contribution pour le développement de l'industrie cinématographique nationale (Condecine). Les services VoD tels que Netflix, les plateformes de télévision via applications comme Claro TV+ et les sites de partage de contenus audiovisuels tels que YouTube seront soumis à cette taxe, comprise entre 0,1% et 4% de leurs revenus bruts annuels au Brésil, hors taxes indirectes et incluant les revenus publicitaires. Selon International Valor, le taux maximum sera de 4%, avec des réductions pouvant atteindre 60% pour les plateformes investissant directement dans la production ou la coproduction de contenus locaux. Les services de partage vidéo seront soumis à un taux réduit de 0,8%. D'un côté, Strima, l'organisation représentant les principaux services de streaming au Brésil, a exprimé des inquiétudes concernant la disparité des taux entre les plateformes VoD et les services de partage vidéo. De l'autre, mi-décembre, le European Producers Club et l'Association européenne de production audiovisuelle ont exprimé leur soutien aux producteurs indépendants brésiliens dans leurs efforts visant à promouvoir une régulation équilibrée des services de streaming.




Selon [Variety](#), début août, plus de 750 producteurs, réalisateurs, acteurs, scénaristes et autres professionnels du secteur ont signé une lettre publique affirmant que, bien que le Brésil soit actuellement le deuxième plus grand marché mondial pour les plateformes internationales de streaming, il ne dispose toujours pas de mécanismes de régulation garantissant des engagements financiers, de programmation et de propriété intellectuelle à la hauteur de cette position. Il convient de mentionner que « la première version du projet de loi, rédigée par la députée Jandira Feghali, prévoyait que les services de streaming devaient payer une taxe Condecine de 6% sur leurs revenus bruts au Brésil. Elle exigeait également que les plateformes maintiennent un minimum de 10% de contenu brésilien dans leurs catalogues et définissait des critères de visibilité destinés à assurer une mise en valeur des films et programmes locaux ».

IA et industrie musicale

Mi-septembre, le service français de streaming musical [Deezer](#) a révélé que 28% de la musique mise en ligne sur sa plateforme est entièrement générée par l'IA - soit environ 30 000 titres par jour. Ce chiffre représente une hausse marquée de 18% depuis février, lorsque Deezer rapportait environ 10 000 titres générés par l'IA mis en ligne quotidiennement. [Deezer](#) a indiqué avoir introduit un outil de détection alimenté par l'IA au début de l'année, permettant à la plateforme d'identifier toute chanson créée à l'aide de l'IA. Le système a été déployé en juin, et selon Deezer, il s'agit du seul service de streaming musical à l'avoir fait. Par ailleurs, en septembre, [Spotify](#) a révélé avoir retiré 75 millions de morceaux suspectés d'être générés par l'IA au cours de l'année écoulée, dans un contexte de tentatives d'escroquerie visant à créer de faux artistes et à percevoir des redevances. En outre, Dave Stewart, cofondateur d'[Eurythmics](#), a qualifié l'IA de « force irrésistible », estimant que les musiciens et autres artistes devraient accepter l'inévitable et autoriser leurs œuvres à être licenciées aux plateformes d'IA générative. Enfin, des artistes tels que [Massive Attack](#) et King Gizzard ont retiré leurs catalogues de Spotify, au milieu d'un boycott massif déclenché par les investissements du PDG de Spotify dans des activités liées au secteur militaire.

Activités mondiales des plateformes en ligne

Selon [Deadline](#), Amazon Fire TV introduit une nouvelle fonctionnalité pour sa plateforme vocale [Alexa+](#) dopée à l'IA, permettant aux utilisateurs de décrire brièvement une scène de film et de voir Prime Video y accéder directement. L'outil reconnaît des commandes vocales qui peuvent même ne pas mentionner le titre du film - comme la requête inspirée de Die Hard: « Va à la scène où John McClane dit: «Come out to the coast, we'll get together, have a few laughs» .




Au lancement, la fonctionnalité couvre des dizaines de milliers de scènes issues de milliers de films disponibles sur Prime Video. Fire TV prévoit d'étendre progressivement le catalogue en ajoutant davantage de films et, à terme, en élargissant les capacités aux séries télévisées. Les titres concernés incluent ceux accessibles avec un abonnement Prime ainsi que les films achetés ou loués via Prime Video.

La startup californienne d'IA générative [Luma AI](#), maison mère du Dream Lab LA basé à Hollywood, a levé 900 millions USD lors d'un tour de financement mené par [Humain](#), soutenu par l'Arabie Saoudite. Dans le cadre de l'accord, Luma bénéficiera d'un accès à de vastes centres de données situés en Arabie Saoudite, conçus pour fournir deux gigawatts de puissance informatique - soit l'équivalent approximatif du barrage Hoover fonctionnant à pleine capacité. L'entreprise prévoit également d'ouvrir un bureau à Riyad.

Selon [Variety](#), Netflix repense une nouvelle fois sa stratégie en matière de jeux vidéo, en revendant [Spry Fox](#) - le studio derrière Cozy Grove et le futur Spirit Crossing - à ses fondateurs originels. Variety a confirmé que [Spry Fox](#), acquis par Netflix en 2022, se détachera du groupe et redeviendra un studio indépendant, désormais détenu et dirigé par ses cofondateurs Daniel Cook et David Ederly. Bien que Netflix reste l'éditeur de la version mobile de Spirit Crossing lors de son lancement l'an prochain, le jeu est désormais prévu pour une sortie sur plusieurs plateformes.

[HBO Max](#), le service de streaming de [Warner Bros. Discovery](#), poursuivra son déploiement international avec des lancements en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Suisse, au Luxembourg et au Liechtenstein le 13 janvier. « Cela marque une expansion majeure du service dans des marchés européens clés », a déclaré Warner - actuellement au centre d'une bataille d'acquisition. La société a ajouté que le service devrait faire ses débuts au Royaume-Uni et en Irlande début 2026, complétant ainsi son déploiement européen.

Selon [BroadbandTV News](#), RTL Deutschland a confirmé qu'il supprimera environ 600 postes dans le cadre d'une importante réorganisation, faisant suite aux informations parues la veille concernant des licenciements à grande échelle au sein du groupe audiovisuel allemand. L'entreprise a indiqué que ces mesures visent à renforcer sa stratégie centrée sur le streaming, [RTL+](#) continuant d'afficher une forte dynamique et devant être rentable en 2026. Cette décision intervient dans un paysage télévisuel en pleine mutation.



Selon [RTL](#), les recettes publicitaires de la télévision linéaire en Allemagne ont chuté de plus de 20% depuis 2019, tandis que RTL+ est passé de 800 000 abonnés payants en 2019 à plus de 6,6 millions fin septembre 2025. L'usage, le nombre d'abonnés et les revenus « continuent de croître de manière dynamique », a ajouté l'entreprise.

[Walt Disney Company](#) prévoit d'augmenter ses dépenses de contenus d'un milliard USD l'an prochain, portant le total à 24 milliards USD, soulignant l'intensité de la bataille pour capter l'attention des consommateurs. « Nous prévoyons d'investir environ 24 milliards USD dans les contenus en 2026, dans les domaines du divertissement et du sport, soit une hausse d'un milliard par rapport à l'année précédente, alors que nous continuons d'investir dans des droits sportifs de haute qualité pour ESPN, dans de nouvelles franchises comme dans celles existantes pour notre studio de cinéma, ainsi que dans nos contenus télévisés - qui soutiennent tous nos activités intégrées, dont nos services directs au consommateur », ont déclaré le PDG de Disney, Bob Iger, et le directeur financier, Hugh Johnston, dans des remarques préparées mi-novembre.

Des lectures supplémentaires pour le rapport de décembre :

- Netflix and Paramount are battling for more than Warner Bros, The Economist, 9 décembre 2025, [Lien](#).
- Why musicians are leaving Spotify - and what it means for the music you love, The Conversation, 13 novembre 2025, [Lien](#).

Sources indicatives

- Paramount launches hostile takeover bid for Warner Bros. Discovery, Variety, 8 décembre 2025, [Lien](#).
- Germany's 15 billion euros voluntary investment from streamers faces industry scepticism, Screen Daily, 9 décembre 2025, [Lien](#).
- Australia's streaming quotas become law, Deadline, 27 novembre 2025, [Lien](#).
- Brazil's lower house passes bill to tax streaming platforms, MercoPress, 5 novembre 2025, [Lien](#).
- Saudi Arabia leads effort to pour 900 USD million into Hollywood AI film, The Hollywood Reporter, 19 novembre 2025, [Lien](#).
- Amazon Fire TV rolling out "jump to scene" voice feature on Alexa+ spanning thousands of films, Deadline, 3 décembre 2025, [Lien](#).

DIRECTION

Gilbert Gagné, chercheur au CEIM et directeur du Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC).

RÉDACTION

Antonios Vlassis, maître de conférences et chercheur, Center for International Relations Studies (CEFIR)-Université de Liège, membre au CEIM.

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est, Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560, Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA. Téléphone : 514 987-3000, poste 3910 / Courriel : ceim@uqam.ca / Site web : www.ceim.uqam.ca

Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle (FICDC)

33 rue Milton, bureau 500, Montréal (Québec), H2X 1V1, CANADA. Téléphone : 514 277-27666 / Courriel : coalition@cdc-ccd.org / Site web : www.ficdc.org

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette note analytique demeurent sous l'entière responsabilité du rédacteur ainsi que du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation et n'engagent en rien ni ne reflètent ceux de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle.

